Pour une Résilience Agricole: vers une agriculture française souveraine, rentable, et durable à horizon 2050

A sa création voici une quinzaine d'années, les promoteurs du site loirebeauce-encyclopédia ont voulu réserver une place importante aux questions ou problèmes agricoles.

L'étude sur la ' Résilience Agricole' à l'horizon 2050 qui vient d'être publiée par quatre acteurs majeurs de l'agriculture française mérite d'être connue de nos concitoyens.

On en trouvera ci dessous un résumé .

Étude « Résilience Agricole » : vers une agriculture française souveraine, rentable et durable à horizon 2050

4 acteurs économiques majeurs du monde agricole français se mobilisent pour dessiner les trajectoires d'une agriculture économiquement résiliente face aux défis du changement climatique.

Assurer cette résilience implique d'accélérer le déploiement à grande échelle de leviers adaptès aux exploitations, aux productions et aux territoires.

Paris, le 11 décembre 2025 –

Le Crédit Agricole, InVivo, Sofiprotéol et Unigrains, 4 acteurs économiques majeurs du monde agricole français réunis en un consortium inédit, dévoilent les conclusions d'une étude menée conjointement sur la résilience de l'agriculture française à l'horizon 2050. Leurs travaux montrent que, malgré de nombreux défis importants, des trajectoires d'adaptation sont possibles. L'étude « Résilience Agricole » confirme que la rentabilité des exploitations peut non seulement être préservée, mais également améliorée, à condition que les actions engagées face aux défis du changement climatique soient ambitieuses et appliquées de manière systématique. Elle souligne, par ailleurs, le caractère urgent du sujet alors que le coût de l'inaction sera bien plus cher que celui de l'action.

L'agriculture française : une source de création de valeur majeure.

Le secteur agricole et agroalimentaire représente 3,8% du PIB national avec près de 100 milliards d'euros de valeur ajoutée, et contribue à 5% de l'emploi en France. Au-delà des chiffres, l'agriculture française s'illustre avant tout par ses agriculteurs et agricultrices qui entreprennent, innovent et s'adaptent aux changements afin de nourrir la France et de préserver ses territoires.

Dans cette dynamique, le consortium propose une approche unique issue de son expertise combinée du monde agricole : pour la première fois, l'adaptation de l'agriculture française est analysée à l'échelle des exploitations sous un double prisme économique et agronomique. Ce regard novateur permet d'identifier et d'évaluer les leviers concrets à la disposition des agriculteurs et des filières pour relever les défis à venir.

Pas de solution unique mais une palette de leviers complémentaires et éprouvés.

Si cette étude confirme, sans surprise, l'impact économique négatif du changement climatique sur les exploitations agricoles françaises, elle apporte également un message d'optimisme : la mise en œuvre de leviers de résilience, déjà connus ou présents au niveau des exploitations permet non seulement d'en compenser les effets, mais aussi, dans certains cas, d'améliorer voire d'accroître le résultat à l'hectare. Ainsi, une vingtaine de ces leviers et solutions, issus d'essais en champs et d'entretiens avec des experts, ont été analysés, évalués et priorisés.

Il s'agit par exemple de :

Leviers agronomiques : - - Modification des assolements : introduction de cultures adaptées et à forte valeur ajoutée comme, par exemple, le chanvre ou les légumineuses, modification et allongement des rotations… Nouvelles pratiques culturales : adoption de certaines pratiques de l'agriculture régénératrice pour améliorer la santé des sols et réduire la dépendance aux intrants

Leviers technologiques : - - Amélioration génétique des variétés et des espèces, solutions de biocontrôle Agriculture de précision, robotisation, pour optimiser les intrants et les rendements... Leviers économiques et organisationnels : - - Réintroduction de modèles polyculture-élevage, pour diversifier les revenus et renforcer la résilience.

Développement des cultures intermédiaires à vocation énergétique pour créer de nouvelles sources de valeur. Ces leviers, souvent, ne sont pas nouveaux : ils sont réalistes, opérationnels et déjà mis en œuvre dans un certain nombre d'exploitations. Pour un déploiement à grande échelle, ils nécessiteront toutefois un accompagnement global des agriculteurs sur la conduite du changement et une adaptation des filières.

Un investissement nécessaire, accessible et rentable

Sur le périmètre étudié, qui représente environ 50% de la SAU française (superficie agricole utilisée), l'investissement requis pour la transition de la Ferme France est estimé entre 16 milliards €, pour maintenir la rentabilité actuelle des exploitations, et 29 milliards € pour déployer l'ensemble des leviers retenus ; ce qui conduirait alors dans la plupart des cas à une croissance des revenus à l'hectare des exploitations.

A l'échelle de l'exploitation, cela correspondrait en moyenne à un montant compris de 1 100 et 2 000 €/hectare sur la période 2025-2050, avec un retour sur investissement de 10 à 11 ans pour un investissement de 16 milliards

Le déploiement technique et le financement de ces leviers nécessiteront l'implication de plusieurs parties prenantes, au-delà de l'exploitant agricole. C'est donc un soutien collectif qui permettra le passage à l'échelle et l'industrialisation des leviers déjà éprouvés, sans quoi les efforts resteront insuffisants, car ...

L'inaction coûtera plus cher que l'action

L’étude démontre clairement l’urgence de ces investissements. L’agriculture est déjà impactée par les aléas climatiques, les enjeux de biodiversité et les contraintes réglementaires qui vont s’intensifier dans les prochaines années.

Sans action, 90% des productions agricoles et 80% des territoires seront fragilisés, entraînant une destruction de valeur pouvant aller de 4 à 7 milliards d’euros par an, soit 30 à 50 % de perte de rentabilité pour les exploitations étudiées dans le périmètre.

Un effort collectif, concerté et urgent

Le consortium souhaite mettre les résultats de cette étude à la disposition de l’ensemble des acteurs du secteur. Elle constitue une contribution concrète à la prise de conscience collective et appelle à une mobilisation de tous les acteurs de la chaîne de valeur – du secteur de la recherche, à l’agriculteur, jusqu’au consommateur – ainsi que de son écosystème – financeurs, assureurs, pouvoirs publics… pour activer les leviers agronomiques, technologiques, économiques et organisationnels porteurs d’une trajectoire gagnante pour les exploitations agricoles françaises face aux enjeux du changement climatique.

A l’horizon 2050, la France peut conjuguer souveraineté alimentaire, performance économique et adaptation au changement climatique de son agriculture. C’est un enjeu de filières et de société : préserver l’agriculture française, c’est préserver notre alimentation, nos territoires et nos emplois.

On trouvera ci dessous le résumé de cette étude